

RADIO FRANCE : APPELS À LA GRÈVE À PARTIR DU 25 NOVEMBRE

LE 19 NOVEMBRE 2019 À 22:20

| PAR L'AFP

Q quatre syndicats de Radio France (CGT, CFDT, SNJ et Sud) appellent à la grève à partir de lundi prochain pour protester contre le plan de départs volontaires touchant près de 300 salariés du groupe public, selon des communiqués diffusés mardi. Dans un communiqué commun transmis à l'AFP, les syndicats CFDT, SNJ et Sud appellent à cesser le travail du lundi 25 au vendredi 29 novembre, tandis que la CGT, dans un communiqué séparé diffusé sur Twitter, appelle à une "grève reconductible indéterminée à partir du 25 novembre". L'Unsa appelle de son côté à une grève sur la seule journée de lundi. Les syndicats jugent que le plan de 299 départs volontaires, présenté ce mardi lors d'un CSE central extraordinaire par la présidente, Sibyle Veil, "est dangereux, pour chacun des salariés et pour la pérennité de Radio France". L'annonce de ce nouveau plan d'économies dans le groupe public avait déjà déclenché une grève très suivie au mois de juin. La direction avait initialement avancé le chiffre de 390 suppressions de postes, mais un cabinet indépendant, mandaté par le comité social de Radio France, avait qualifié les économies visées de "surdimensionnées", et estimé que 118

postes pourraient être épargnés.

Dans un courrier envoyé la semaine dernière aux salariés, Sibyle Veil précisait que "299 postes seront supprimés et 76 postes seront créés pour intégrer à Radio France des profils indispensables pour garantir notre avenir". "Tous les départs seront volontaires (...) J'ai veillé à limiter au strict nécessaire le nombre de départs volontaires de salariés", poursuivait-elle. Pour les syndicats, dont les deux communiqués reprennent le même argumentaire, "ce plan est dû à la volonté assumée du gouvernement de baisser sa contribution à l'audiovisuel public". Les suppressions de postes entraîneront notamment, selon eux, une "augmentation de la charge de travail pour ceux qui restent", une "augmentation du recours à des statuts précaires" et une "dégradation de la production" sur les antennes. Les syndicats réclament la suppression du projet de départs volontaires et "le maintien des dotations de l'État pour Radio France".

Premier groupe de radio français, Radio France rassemble sept stations (France Inter, franceinfo, France Culture, France Musique, Fip et Mouv', plus France Bleu et ses 44 stations locales). Il est dirigé depuis l'an dernier par Sibyle Veil. Le groupe comptait fin 2018 4.780 salariés, pour un budget d'un peu moins de 700 millions d'euros, dont environ 600 millions issus de la redevance. Le plan d'économies de Sibyle Veil vise à anticiper la baisse de la contribution de l'État (moins 20 millions d'euros sur quatre ans) et la hausse des charges de personnel, et prévoit d'investir davantage dans le numérique. Il prévoit aussi une réorganisation des rythmes de travail, pour éviter le recours aux CDD.